Envoyé en préfecture le 02/04/2026
Reçu en préfecture le 02/04/2026
Publié le
ID : 029-212902167-20260402-DCISION_2026_32-DE

COMMUNE DE PLUGUFFAN

Décision n° 2026-32
Domaine d'intervention : Urbanisme
Droit de préemption urbain

Décision prise par le Maire par délégation du Conseil Municipal

OBJET : **Renonciation à l'exercice du droit de préemption sur la propriété mise en vente à Pluguffan (Finistère), 8 rue de Pouldreuzic, cadastrée à la section AE sous le numéro 124.**

Le Maire de Pluguffan,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 19 novembre 2004, modifiée par la délibération du 28 janvier 2005, instituant, selon les dispositions du code de l'urbanisme, un droit de préemption urbain sur toutes les zones U et AU délimitées dans le plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 02 juillet 2004 et révisé le 19 février 2020 et rendu exécutoire le 03 mars 2020 ;
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 22 mars 2026 donnant pouvoir au maire, en vertu des articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, pour l'exercice des droits de préemption définis par le code de l'urbanisme ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner, présentée par Maître Barbara KERVELLA, notaire à QUIMPER (29000), 60 quai de l'Odet, reçue en mairie le 20 mars 2026 et concernant la propriété cadastrée à la section AE sous le numéro 124 pour une superficie d'environ 144 m², située à PLUGUFFAN (Finistère), 8 rue de Pouldreuzic, appartenant à monsieur Marcel MARZIN, domicilié à CHATEAULIN (29150), résidence de la vallée de l'Aulne, de madame Geneviève TRESSARD, domiciliée à PLUGUFFAN (29700), 11 rue Angela Duval, monsieur Pascal TRESSARD, domicilié à PLUGUFFAN (29700), 34 rue de Pouldreuzic, monsieur Eric TRESSARD, domicilié à PEUMERIT (29710), 5 Bremillec, de madame Catherine TRESSARD, domiciliée à QUIMPER (29000), 8 rue Galaad et de madame Véronique TRESSARD, domiciliée à PLUGUFFAN (29700), 22 rue de Cornouaille ;

DÉCIDE

de ne pas exercer le droit de préemption à propos de la déclaration d'intention d'aliéner ci-dessus mentionnée.

Fait à Pluguffan, le 02 avril 2026

Le Maire,
Pascal LINCOT

Notifiée à l'intéressé le
Copie adressée aux services fiscaux le